

BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES

Présente

TRANSITION ET ALIMENTATION LOCALE

DÉPASSER LA FIGURE DU CITOYEN-CONSOMMATEUR

par

.....

NICOLAS PIERET • 2012

L'ENGAGEMENT AU SEIN D'INITIATIVES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE PLUS PROCHE DE NOUS SE LIMITE-T-IL À UNE DÉMARCHE DE « CONSOMMATEUR RESPONSABLE » OU DE « CITOYEN ACTIF » ? PEUT-ON ÉVITER DE SE LAISSER ENFERMER DANS UN RÔLE FORMATÉ DE « CITOYEN-CONSOMMATEUR », ÉLÉMENT DE BASE DE L'UTOPIE NÉOLIBÉRALE ? PEUT-ON Y TROUVER DES RÉPONSES À UNE SIMPLE QUESTION EXISTENTIELLE ? L'AUTEUR FOURNIT DES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION AU DÉPART DE SON ENGAGEMENT DE LONGUE DATE AU SEIN D'UN GROUPE D'ACHAT PARTICULIER, CELUI DE PIERREUSE. L'OUVRAGE ANGLAIS INTITULÉ *LOCAL FOOD*, CO-ÉCRIT PAR ROB HOPKINS, INITIATEUR DU MOUVEMENT DE LA TRANSITION, FOURNIT UN PRÉTEXTE ET UN SUPPORT BIENVENUS À CES QUESTIONNEMENTS.

DANS UN LIVRE INTITULÉ *LOCAL FOOD*¹, paru en 2009, Tamzin Pinkerton & Rob Hopkins² proposent à leurs lecteurs de décliner la démarche de la Transition par la description d'initiatives particulières qui travaillent de diverses manières à une relocalisation de l'approvisionnement alimentaire : potagers collectifs et vergers communautaires ou collectifs, réapprentissage des gestes de récolte et de transformation, fermes soutenues par la communauté,

.....

1 Tamzin PINKERTON & Rob HOPKINS, *Local food. How to make it happen in your community*, Transition Books, 2009. Cet ouvrage fait partie d'une série qui présente, par thème, des initiatives s'inscrivant dans une démarche de transition.

2 Auteur du livre de référence de la Transition : Rob HOPKINS, *Transition Handbook. From oil dependency to local resilience*, Green Books, 2008. Traduction française : Rob HOPKINS, *Manuel de Transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Silence / Écosociété, 2010.

coopératives de distribution, actions de sensibilisation dans les écoles et pour le « grand public », etc. Pour rappel³, la démarche de la transition vise à répondre de manière positive et locale à une triple impasse contemporaine : l'impasse du système économique et financier, celle des destructions d'écosystèmes et du réchauffement climatique, et enfin celle de l'épuisement des ressources naturelles, à commencer par le pétrole.

Il n'existe pas de traduction française de cet ouvrage publiée à ce jour. Ceci n'est peut-être pas un défaut d'initiative, ou une affaire de temps. En effet, les initiatives présentées dans ce livre sont presque toutes situées en Grande-Bretagne, c'est-à-dire dans un contexte social et culturel spécifique. Il suffira d'en traduire ce seul morceau de phrase (p. 25) : « *people and communities are as diverse as the actions that change them* » (« les gens et les communautés sont aussi variés que les actions qui les modifient ») pour comprendre que, dans une perspective de transition écologique, une démarche de transposition et d'acclimatation locale de ce type d'ouvrage⁴ semble plus appropriée qu'une pure et simple traduction.

GROUPES DE SOUTIEN À L'AGRICULTURE & COOPÉRATIVES DE DISTRIBUTION

Dans *Local Food*, les initiatives mentionnées qui peuvent s'approcher du groupe d'achats, tel que je le connais et le pratique, sont regroupées en deux grandes espèces :

- La *Community Supported Agriculture* : « agriculture soutenue par la communauté » ;
- Les *Food Cooperatives*, qu'on pourra traduire par « coopératives alimentaires », ou « coopératives de consommation », ou encore « coopératives de distribution alimentaire ».

Dans les variétés proches de la première espèce, nous examinerons sommairement les deux initiatives les plus répandues, les GASAP en Belgique (principalement en région bruxelloise), et les AMAP en France.

« Un GASAP (Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne) est un groupe de soutien à l'agriculture paysanne. Il permet de soutenir des producteurs locaux travaillant selon des méthodes respectueuses de l'environnement et des savoir-faire traditionnels⁵ » ; « Les AMAP – Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne – sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne

3 Voir la bibliographie en fin d'article pour approfondir la notion de transition.

4 Des auteurs français ont déjà réalisé une transposition de ce type : Lionel ASTRUC & Cécile CROS, *Manger local. S'approvisionner et produire ensemble*, Actes Sud, 2011. Ce livre est préfacé par les deux auteurs de *Local Food*. À notre connaissance, il n'existe pas de transposition similaire pour la Belgique.

5 Site Internet du réseau des GASAP bruxellois : <http://www.gasap.be/> – RUBRIQUE « Qu'est-ce qu'un GASAP? ».

et biologique qui a du mal à subsister face à l'agro-industrie⁶.»

On perçoit bien que là, dans ces deux exemples, l'objet du groupe est extérieur à lui-même. Il y a là un altruisme fondamental et délibéré: si je participe à ceci, c'est avant toute chose pour améliorer le monde et donner une chance aux générations futures de vivre correctement.

L'approvisionnement alimentaire du participant est ici, dans le discours, accessoire au sens premier: un instrument au service de la cause. Si d'aventure, dans une volonté de soutien de l'agriculture paysanne, il apparaissait préférable de ne plus y faire d'achats groupés, les GASAP ou AMAP ne perdraient en principe pas leur raison d'être.

On peut signaler aussi que beaucoup de ces groupes se sont initialement centrés sur une seule entité agricole, dont il s'agissait de rendre possible le démarrage ou d'assurer la pérennité en prenant en charge une grande partie, voire l'entièreté, de la commercialisation. Cette manière de faire a l'avantage de permettre aux membres du groupe de mesurer directement l'impact de leur action, et d'en démontrer immédiatement la pertinence: en effet, si l'entité agricole peut fonctionner en respectant son environnement, produire des produits de qualité, les écouler localement, tout en faisant vivre ses travailleurs décemment, c'est grâce au groupe qui la soutient, dont l'action apparaît dès lors, et incontestablement, nécessaire et bénéfique.

Pour ce qui concerne les coopératives de distribution alimentaire, on peut dire que la Belgique a, dans le domaine, une histoire particulièrement chargée⁷: depuis leur émergence à partir de petits groupes locaux, autonomes et diversement politisés dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, leur évolution vers une imbrication totale dans les piliers socialistes et chrétiens à partir de la fin du XIX^e siècle, la croissance et la diversification des services entre les deux guerres mondiales, leur fragilisation progressive face à la concurrence des entreprises capitalistes de distribution à partir des années 60, et leur disparition au début des années 80, les coopératives ouvrières ont marqué chez nous l'idée même de coopérative d'un signe fatal, celui d'une inévitable dissolution de toute aspiration à la démocratie économique dans le libre marché et le service au client-roi⁸.

6 Site Internet du réseau des AMAP en France: <http://www.reseau-amap.org/> – la partie soulignée l'est dans la source.

7 On peut lire, par exemple, cet article retraçant les origines, l'évolution et le déclin des coopératives ouvrières socialistes: Julien DOHET, «Notre histoire – Les coopératives en Belgique», *À voix autre*, avril 2008 (accessible librement sur www.avoxautre.be).

8 Nous ne parlerons pas ici des coopératives agricoles, qui mériteraient une analyse distincte, tant elles apparaissent souvent, vues de loin, comme des leviers de la concentration du pouvoir et de compression des prix dans la distribution alimentaire, au lieu d'être des lieux de construction de solidarités.

Ajoutons à ceci que le terme de *société coopérative* dans le droit belge n'inclut pas les valeurs démocratiques élémentaires du mouvement coopératif, comme, par exemple, le principe fondamental *une personne égal une voix*⁹.

Plusieurs magasins bio de la région liégeoise ont des structures juridiques de coopératives, suivant des modalités diverses; il n'en reste pas moins que ce sont avant tout des magasins, qui mettent assez peu en avant cette particularité, tant au niveau du discours de valeurs que du fonctionnement pratique. Une initiative plus récente, la Coopérative Ardente, qui vise à la distribution de produits bio, locaux ou équitables, a pour slogan: « Devenez propriétaire de votre supermarché¹⁰ ». On y lit aussi: « Il s'agit ici de proposer un modèle où l'investissement temporel est quasi inexistant. Le client ne doit pas participer aux tâches opérationnelles de la société. ». On y lit enfin, sous le titre *Un idéal* de la page d'accueil du site Internet: « Imaginons une solution où chacun d'entre nous réconcilie le plaisir du sens et le confort de notre consommation. ».

Dans cette nouvelle initiative comme dans les magasins bio, les critères éthiques de sélection des produits (y compris sur la localisation) sont les moins restrictifs possibles, afin de répondre à une des normes de la distribution contemporaine: la diversité maximale des produits, des marques et des emballages.

On peut à tout le moins percevoir, dans les quelques exemples ci-dessus, que l'étymologie de la « coopération », du latin *co-operare*, « travailler ensemble », s'est le plus souvent réduite, en Belgique, à une participation au capital d'une société commerciale en échange de dividendes, d'avantages ou de services. Du côté du « coopérateur », seul l'argent travaille, et c'est le consommateur qui reste roi. Le confort, le plaisir et la santé restent les valeurs cardinales de tels projets, en parfaite adéquation avec les valeurs dominantes de la société.

UN GROUPEMENT D'ACHATS PARTICULIER À RESPONSABILITÉ INDÉFINIE

Basé à Liège, dans les locaux de Barricade, le « groupe d'achats [en] commun¹¹ » (GAC) de Pierreuse, dont l'auteur est partie prenante depuis de (trop) nombreuses années, nous servira ci-après de paradigme quelque peu hybride (et cependant, nous l'espérons, fertile) pour nous représenter comment, peut-

9 La création par le législateur belge du statut de société à finalité sociale (loi du 13 avril 1995), accessible à toute entreprise enregistrée sous forme de société commerciale (société coopérative, mais également société anonyme, SPRL, etc.), a toutefois représenté une tentative de rapprochement des principes de l'économie sociale, sans viser à la pureté de ces principes.

10 Cette citation, et les suivantes, sont issues de leur site internet: www.lacooperativeardente.be

11 Au sujet de cette dénomination, des controverses, édifiantes et jamais résolues, ont émergé à diverses époques: « groupe » et « commun », n'est-ce pas redondant? Quelle différence entre « achats en commun » et « achat commun »? Pourquoi pas « collectif »? Un membre, amusé par ces débats autour de la redondance, proposa: GAG pour « Groupe d'achat groupé ». Cette proposition ne fut pas retenue.

être, dépasser ce face-à-face entre l'égoïsme et l'altruisme, le consumérisme et la bienfaisance, etc.

Nous commencerons par examiner comment une telle initiative se distingue de celles mentionnées précédemment; étant entendu que toutes, y compris celle-ci, partagent un souci d'amélioration des relations entre ceux qui travaillent principalement avec la terre et ceux qui travaillent principalement avec autre chose, se traduisant par une volonté de raccourcissement des circuits commerciaux, des distances de transport, des écarts sociaux et culturels, etc.

Une distinction première, et qui sera suffisante à ce stade: ce groupe d'achats, depuis son origine, se préoccupe tout autant (sinon plus) de l'éthique de son organisation interne que de celle des filières de distribution alimentaire auxquelles il participe. Cette éthique de l'organisation interne a parfois porté le nom d'*autogestion*. On sait combien ce terme (presqu'autant que le terme *coopérative*) est à manipuler avec précaution, tant il éveille d'imaginaires débordants, ou méfiants; on se contentera donc de définitions ultra-locales, qui ne concernent que ce groupe, et qui ne répondent qu'à la vision que l'auteur en a dans ce contexte spécifique¹².

À l'emporte-pièce, on pourrait définir cette conception locale de l'autogestion sous la formule: « Il n'y a pas de responsable »; ou: « Il n'y a pas *un* responsable ». On le dirait mieux, et positivement, en disant: « Chacune des parties prenantes du groupe a une part de responsabilité, qui n'est pas prédéfinie ».

Cette part de responsabilité est à ce point indéfinie qu'il n'y a de barrière ni à l'entrée ni à la sortie du groupe. Frontières non clôturées et non gardées, et pas non plus de douaniers volants pour vérifier si chacun a bien pris sa part de responsabilité. Il y a des tâches auxquelles on peut s'inscrire, avec des outils et des modes d'emploi que l'un ou l'autre a pris l'initiative de réaliser. Si la tâche n'est pas réalisée, ou pas à mon goût, et bien je peux râler, ou soulever la question en réunion, ou le faire moi-même; mais, en l'absence de contrôle, on est nécessairement pris au dépourvu.

On pourrait donc reformuler cette éthique de l'autogestion sous forme d'un mot d'ordre en triptyque: « Tout le monde travaille; tout le monde participe aux décisions; personne ne contrôle si tout le monde respecte les deux premières règles ». La centralisation de l'information, ou la coordination des actions, y sont des vœux pieux, en pratique inapplicables; périodiquement, quelques-uns s'y essaient, et puis renoncent au bout de quelques semaines, ou de quelques mois pour les plus résistants¹³.

.....
12 Il serait d'ailleurs illusoire de chercher à obtenir un consensus sur une telle définition au sein du groupe lui-même.

13 Précisons également, même si ce qui précède l'indique suffisamment, que le groupe n'a pas de personnel salarié.

UN GROUPE D'ACHATS AU CREUX DE TROIS DISCOURS

Cette modalité de l'achat groupé nommée « groupe d'achat » apparaît donc comme singulière. Et cependant, le concept en apparaît assez simple, parce qu'il émane de la rencontre de seulement trois discours distincts :

- Le consommateur responsable dit : « J'aimerais bien manger quelque chose de convenable pour pas trop cher. » ;
- Le citoyen actif dit : « Je voudrais bien faire quelque chose pour que s'arrête cette destruction écologique et sociale dans les filières agro-alimentaires » ;
- Le sujet-humain dit : « C'est bien agréable d'être le client-roi de l'utopie néolibérale, et d'avoir des esclaves qui travaillent pour moi un peu partout de par le monde ; mais tout de même, est-ce que je ne me sentirais pas un peu plus exister si je prenais une part plus active dans ce qui m'arrive ? ».

Le premier discours, celui du consommateur, est celui qui préside à une initiative de type « coopérative de distribution alimentaire » (*Food Cooperatives*) ; mais aussi à la généralisation des labels et à leur réappropriation par l'agro-industrie¹⁴.

Le second discours, celui du citoyen, est le discours central des initiatives de soutien à l'agriculture paysanne durable (AMAP, GASAP, ou ce que Pinkerton & Hopkins appellent *Community Supported Agriculture*) ; mais aussi d'initiatives intervenant sur d'autres plans, comme par exemple *Terre de liens* en France, ou *Terre en vue* en Belgique, coopératives foncières visant à faciliter l'accès des paysans aux terrains agricoles ; ou encore, du soutien financier ou bénévole à des ONG locales ou internationales de protection de l'environnement ; et enfin, des campagnes électorales de partis et figures politiques dont les discours sont porteurs de préoccupations similaires.

Le couplage de ces deux premiers discours, ça donne la notion de « citoyen-consommateur », figure centrale des discours en vogue dans la bouche des pouvoirs publics, ceux-là même qui devraient empêcher les escroqueries légales et les destructions écologiques en cause. Le citoyen-consommateur est l'unité de base de l'utopie libérale ; accepter cette position, et les discours qui la renforcent, c'est accepter la perpétuation de l'organisation sociale actuelle.

Le troisième discours, discours existentiel qui se pose sur l'axe activité / passivité, ou autonomie / dépendance, est celui qui permet de dépasser les aspects moralisateurs de la « sensibilisation » du « citoyen-consommateur », du genre « je vote avec mon caddie ».

Dans ce groupe d'achat particulier, celui sur lequel j'appuie cette analyse, cet impératif de participation active de chacun et d'autonomie du groupe se manifeste dans un mode d'organisation plus ou moins informel, que l'on a pu dire « autogestionnaire » : c'est le collectif des travailleurs qui détient le pouvoir. Accessoirement, ces travailleurs travaillent à l'approvisionnement alimentaire

14 On peut lire, à ce sujet : *La Bio entre business et projet de société*, ouvrage collectif, Philippe BRAQUÉ (dir.), Agone, Marseille, 2012.

du groupe. Très accessoirement, ces travailleurs ne se paient que de cet approvisionnement, et du regain de dignité et de solidarité engrangé au passage.

Mais, bien sûr, des mots comme « autogestion », « travailleurs » ou « solidarité » sont issus d'un champ lexical socialisant ou anarchisant. C'est-à-dire que, il y a quelques dizaines d'années, un texte similaire à celui-ci aurait probablement été intitulé : « Groupe d'achat alimentaire et socialisme », en lieu et place de « transition ».

Depuis l'invention du socialisme, il s'est passé quelques petites choses sur la planète Terre. Quelques guerres mondiales, certes, mais aussi, par exemple : un dérèglement climatique et l'épuisement accéléré des ressources en énergies fossiles. C'est bien à partir de ces deux derniers exemples qu'émerge la notion de transition, comme nécessité de s'approprier activement, et sans attendre la catastrophe, à fonder une organisation économique adaptée à l'après-pétrole. Les questions anthropologiques fondamentales ne sont pas différentes pour la cause, mais simplement réactivées : comment accepter le fait d'être limité, borné, restreint ? – et surtout : comment faire pour se donner des limites sans se donner de chef – et enfin : comment vivre la frustration sans nier le désir ?

D'UNE CONCEPTION LOCALE DE L'AUTOGESTION À L'AUTOLIMITATION DE LA SATISFACTION

La manière de concevoir et pratiquer l'organisation collective, dans ce groupe d'achats particulier, a un certain nombre d'effets, dont quelques-uns seront relevés ici, au titre des liens qu'ils peuvent avoir avec la question posée.

Un premier effet est la diversité limitée des fournisseurs et des produits.

Cette limitation du nombre de partenaires est avant tout due aux limites de l'organisation : on voudrait bien avoir plus de choses, plus de relations, diversifier l'approvisionnement ; mais alors il faudrait que ça soit pris en charge par quelqu'un ; et il serait illusoire de décider de faire quelque chose s'il n'y a personne pour le faire – en particulier dans un contexte où personne ne peut y être contraint.

Elle est également due aux difficultés d'opérer un choix collectif, en particulier pour choisir un nouveau partenaire. La multiplicité et complexité des critères de choix (localisation, méthodes de travail, ouverture sociale, éthique économique, situation financière, organisation pratique, non-concurrence avec des fournisseurs actuels, aspects relationnels...) en font un casse-tête qui mobilise des heures de réunion en apparence improductives.

Sur ce plan-là, c'est le « citoyen actif » qui est frustré. Non seulement on ne peut pas soutenir autant de producteurs qu'on voudrait ; mais en plus on est même pas foutus de prendre des décisions de façon efficace.

En conséquence de la limitation du nombre de fournisseurs, vient la limitation sur les produits. À quelques rares exceptions près, l'échange de produits se fait en relation directe avec le producteur, sans intermédiaire. La diversité des produits est également limitée chez chacun de ces producteurs ; multipliée par

la diversité limitée du nombre de partenaires du groupe, cela fait également une diversité limitée de produits dans l'ensemble de ce que peut se procurer le groupe.

Ainsi donc, c'est ici le consommateur qui est frustré : je n'ai pas accès, en un lieu unique, à tous les produits alimentaires de base dont j'estime avoir besoin pour vivre. Je dois encore aller me fournir ailleurs, au magasin (*bouh!*), dans mon jardin (*beurk!*), chez mon voisin (*pouah!*).

Au chapitre de la frustration du consommateur, on pourrait ajouter (liste non exhaustive) : non-normalisation des produits, erreurs ou absences de livraisons¹⁵, et tous les autres effets possibles de la combinaison d'une production artisanale et d'une distribution amateur.

Au chapitre de la frustration du citoyen, on pourra détecter les additifs suivants : l'impossibilité de mesurer l'impact de l'action du groupe d'achat sur la pérennisation d'une agriculture paysanne durable, le doute sur la pertinence du modèle en termes énergétiques, une difficulté à se fédérer pour mener des actions aux niveaux institutionnels de la vie politique, et tous les autres effets possibles d'une organisation non-centralisée et non-bureaucratique.

Toutes ces frustrations peuvent être lues comme des manifestations de l'ambivalence plus ou moins assumée des objectifs que se donne ce groupe d'achats : d'un côté, je me satisfais comme consommateur (coopérative de distribution) ; de l'autre, j'œuvre pour le bien des paysans et de l'environnement (AMAP/GASAP).

Ce qui peut permettre de l'assumer, cette ambivalence, c'est le principe d'autogestion, qui limite tout autant la position de consommateur (tout le monde participe au travail et à la délibération), que la position du bienfaiteur (l'objectif n'est jamais totalement extérieur à soi et au groupe) ; il ne s'agit pas de « sauver les paysans », mais plutôt que chacun, citadin ou paysan, trouve une place dans le dispositif pour inventer ensemble d'autres modalités d'échanges.

Assumer l'ambivalence, soit ; mais que fait-on des frustrations ? Je proposerai ici une réponse sous la forme d'une injonction simple : « Va trouver ton compte ailleurs ! »... À la ferme (chantiers, fêtes, coups de main divers), au verger, dans la fabrication de produits d'entretien, en faisant toi-même ton potager, en créant un groupe d'achat à ta sauce dans ton quartier, en apprenant à faire du fromage, en investissant dans un four à pain à partir duquel tu approvisionneras le groupe d'achat lui-même, à l'épicerie coopérative du quartier où tu retrouveras quelques-uns des mêmes produits, mais aussi d'autres moins locaux, au magasin bio fondé par un ancien maraîcher qui fut fournisseur du groupe à ses débuts, au supermarché où tu regarderas les étiquettes, les labels et les fraises bio de Noël d'un autre œil.

Peut-être même que certains iront voter, ou se présenteront sur des listes électorales. Ou regarderont la télé. Et puis proposeront en retour de regarder

15 On pourrait rapprocher ces éléments de l'esprit de la licence GPL utilisée dans le logiciel libre, et notamment son ARTICLE 15 : « Déclaration d'absence de garantie ». Voir www.fsf.org/resources/

ensemble un film documentaire sur la culture du café au Pérou ou de la banane en Autriche.

L'objectif étant de manger mieux, de contribuer à une agriculture soutenable, de redevenir acteur de son approvisionnement, ces objectifs peuvent se vivre tout autant dans une multitude d'autres lieux, créant ainsi des liens multiples entre personnes et initiatives ; liens souples et modulables, non-bureaucratés et non-standardisés.

ET LE PIC PÉTROLIER ?

La consommation de pétrole n'est pas le souci premier du groupe d'achat de Pierreuse. Les transports ne sont probablement pas organisés de la façon la plus énergétiquement rationnelle qui soit : 40 kilomètres aller-retour pour transporter quelques dizaines de kilos de produits, est-ce bien raisonnable ? Ne serait-ce pas plus efficace avec une camionnette qui ferait le tour de tous les groupes d'achat et autres lieux de dépôts de paniers de légumes de l'agglomération ? Avec un grand dépôt centralisé et réfrigéré installé en centre-ville ?

Peut-être. Simplement, si on voulait poser en priorité l'efficacité et la rationalité, on ferait mieux de faire confiance aux organisations existantes spécialisées dans la distribution et la logistique. Or, précisément, nous sommes là, dans le groupe d'achat, parce que cette confiance nous fait défaut : parce que ces organisations sont des entreprises capitalistes soumises à la loi de l'efficacité et de la rationalité marchande.

Les mêmes questions se posent de façon récurrente en ce qui concerne l'efficacité de l'action « groupe d'achat » dans le soutien à une agriculture paysanne durable, c'est-à-dire sur l'aspect « citoyen » de l'initiative. N'est-ce pas trop marginal, une goutte d'eau dans l'océan ? Voire un emplâtre sur une jambe de bois ? Comment savoir ce qu'il en serait si nous n'y étions pas ?

Pour le pic pétrolier comme pour l'agriculture paysanne, je soutiendrai la même chose : le groupe d'achat n'est pas à coup sûr pas une solution, mais c'est à coup sûr une réponse. Une réponse partielle, une réponse parmi une multitude d'autres possibles, une réponse qui prend en compte les potentialités et les limites de sa *localité* – ce dernier mot à prendre au sens géographique, et aussi au sens d'un milieu social, mais surtout au sens de la singularité de l'humain qui s'y trouve et des êtres qui s'y cherchent un peu de sens commun.

NICOLAS PIERET, décembre 2012

Barricade se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale.

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement autogestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be

POUR ALLER PLUS LOIN

EXERCICES POUR SE METTRE LES IDÉES AU CLAIR ET S'APPROPRIER LES QUESTIONNEMENTS EXPRIMÉS DANS LE TEXTE

Dans le groupe, l'organisation, le mouvement où je me trouve, où je crois agir, pour mon bien ou celui du monde, je peux me demander :

- Comment y suis-je entré? Qui m'y a autorisé?
- Qui travaille? Comment sait-on ce qui est du travail, et ce qui n'en est pas? Qui vérifie si le travail est fait?
- Comment est-ce que je réagis quand je constate que quelqu'un n'a pas fait son travail?
- Qui décide? Comment ça se décide? Qui contrôle si les décisions sont appliquées?
- Existe-t-il une procédure d'exclusion? Est-il arrivé que des personnes soient exclues (ou « poussées vers la sortie »)? Si oui, pour quels motifs? Suivant quelle procédure, ou quel processus? Si non, est-ce que je ne trouve pas que, dans certaines situations, ça devrait pouvoir se faire?
- Que m'évoque aujourd'hui le terme de *socialisme*?

QUELQUES LECTURES COMPLÉMENTAIRES

Pour en savoir plus sur le thème de la Transition, outre les deux livres co-écrits par Rob Hopkins et référencés dans ce texte (Rob HOPKINS, *Manuel de Transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Silence/Ecosociété, 2010; et Tamzin PINKERTON & Rob HOPKINS, *Local food. How to make it happen in your community*, Transition Books, 2009), on peut se référer aux textes publiés par Barricade sur le sujet, disponibles sur www.barricade.be

Le site web du *Réseau des consommateurs responsables*, www.asblrcr.be, recense des informations intéressantes sur les alternatives de consommation telles qu'on les pratique en Wallonie et à Bruxelles. Il propose notamment un guide de création de *Groupes d'achats alimentaires* ainsi qu'une cartographie des alternatives collectives de consommation.

Si elle date déjà de 2003, l'étude *La constellation des groupes d'achats en Belgique* de Luce MINET (*Asbl VIRE...S*) a gardé toute sa pertinence – l'évolution la plus notable depuis la publication de ce texte étant l'émergence des GASAP bruxellois (www.gasap.be). Cette étude est téléchargeable depuis la rubrique *Ressources documentaires* du site web de Barricade.

À propos des AMAP françaises, on consultera le site internet du réseau des AMAP (www.reseau-amap.org) ou on lira par exemple *AMAP histoire et expériences* d'Annie WEIDKNET, publié aux Éditions Loubatières en 2001.

Enfin, nous recommandons le livre collectif *La consommation critique – Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, coordonné par Geoffrey PLEYERS (Desclee de Brouwer, 2011). Ce recueil offre un tour d'horizon d'expériences qui contribuent en France, en Belgique, en Italie, en Angleterre et au Canada, à organiser des circuits de distribution alternatifs, à sensibiliser la population aux impacts de l'alimentation et à questionner les valeurs de la société de consommation